

Je me souviens

Aux armes, citoyens ! Formez vos bataillons !

François Droüin

Numéro 118, été 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72116ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Droüin, F. (2014). Je me souviens : *Aux armes, citoyens ! Formez vos bataillons !*. *Cap-aux-Diamants*, (118), 47–47.

AUX ARMES, CITOYENS! FORMEZ VOS BATAILLONS!

Le déclenchement de la Grande Guerre en Europe ne laisse pas la population du Québec indifférente. Lorsque l'Allemagne déclare la guerre à la France, des réactions spontanées ont lieu à Québec et à Montréal. Les Canadiens français n'hésitent pas à manifester leur appui à leur ancienne mère patrie. La foule descend dans la rue. Près de 2 000 personnes se rassemblent devant le consulat de France, à Montréal, au son de *La Marseillaise*. Durant deux jours, ces manifestations populaires se répètent. Le 3 août 1914, dans un cinéma de Montréal, les spectateurs expriment ouvertement leur sentiment. Ils vocifèrent contre le kaiser Guillaume II qui apparaît habillé en hussard dans des actualités. Inversement, l'arrivée à l'écran du roi Georges V, de la reine Mary et du président Raymond Poincaré provoque des applaudissements.

L'invasion de la Belgique entraîne la Grande-Bretagne à déclarer la guerre à l'Allemagne le 4 août. Les Canadiens anglais imitent leurs concitoyens francophones : ils rejoignent ceux-ci dans la rue pour manifester leur soutien à la Grande-Bretagne en chantant le *God Save the King*. Anglophones et francophones marchent alors à l'unisson pour montrer leur refus des prétentions allemandes. Dans une livraison de *La Patrie* de cette époque, on peut lire : « Il n'y a plus de Canadiens français et de Canadiens anglais. Seulement une race existe maintenant, unie... dans une cause commune ». En août 1914, la participation à la guerre fait figure de croisade contre le militarisme, la tyrannie et la barbarie...

La réaction canadienne à la guerre en Europe ne tarde pas. Selon sa constitution, le dominion du Canada est en 1914 une colonie au sein de l'Empire britannique. La déclaration de guerre de la Grande-



Henri Bourassa s'oppose à l'impérialisme britannique durant plus de trois décennies. Une photo le montre ici en début de carrière. Le cachet de cette carte postale date du 28 octobre 1908. (Coll. Yves Beauregard)

Bretagne place le Canada en état de guerre automatiquement. Seule l'ampleur de la contribution canadienne à l'effort de guerre est déterminée par le Parlement d'Ottawa. Dès le 6 août 1914, le premier ministre conservateur Robert Laird Borden ordonne la levée d'un contingent de volontaires. Il a le soutien de l'opposition libérale dirigé par Wilfrid Laurier.

L'appui à la guerre reste vigoureux au Québec, en août 1914. Les évêques catholiques rédigent une lettre pastorale pour soutenir l'effort de guerre canadien. Cette lettre est communiquée à leurs ouailles dans les églises québécoises le 23 août. Elle est articulée sur le thème du « devoir des catholiques dans la guerre actuelle ». L'envoi de volontaires y reçoit un appui important. Les hommes mariés doivent avoir l'accord de leur épouse pour s'enrôler. On est loin de la conscription!

Dans la population, une mince opposition se fait aussi sentir. Dès le mois d'août 1914, Montréal est le théâtre de petites manifestations d'opposants à la participation du Canada au conflit européen. L'adoption de la Loi des mesures de guerre, le 18 août, va cependant freiner l'ardeur de ces manifestants. La voix des opposants à la guerre est noyée dans un concert d'appui à l'Empire.

Ce soutien prend parfois des tournures inattendues. Dans un éditorial du 29 août 1914, Henri Bourassa appuie timidement l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Il écrit même que tous les Canadiens souhaitent une victoire des alliés franco-britanniques. Cette prise de position surprend quand on se rappelle que le directeur du *Devoir* avait fait campagne, en 1910 et 1911, contre la création d'une marine canadienne au service et sous la gouverne de la Royal Navy. Cette position va cependant évoluer. En septembre, Bourassa nuance son propos et réaffirme son anti-impérialisme. Il maintient cependant qu'il ne faut pas rester indifférent au conflit européen. Graduellement, *Le Devoir* affirmera son opposition à l'intervention des militaires canadiens hors du pays.

Bref, en août 1914, le Québec fait front commun derrière la cause de la France et de la Grande-Bretagne. Les manifestations spontanées d'appui des premiers jours font place ensuite à un soutien structuré par les élites. L'envoi de volontaires va suivre. Symbole de cet appui, l'organisation du Corps expéditionnaire canadien se fait à Valcartier, au nord de Québec. Le 3 octobre 1914, 33 000 hommes quittent en convoi maritime pour aller combattre l'ennemi commun de l'autre côté de l'Atlantique. ■

François Droüin